Machine Translated by Google

TWINO

Gada pārskats

par 2023. finanšu gadu

SAGATAVOTS SASKAŅĀ AR EIROPAS SAVIENĪBĀ
PIEŅEMTAJIEM STARPTAUTISKAJIEM FINANŠU PĀRSKATU
STANDARTIEM UN NEATKARĪGU REVIDENTU ZIŅOJUMU

RĪGA, 2024

Machine Translated by Google

Table des matières

Page

Informations générales 3
Rapport de gestion 4
Déclaration de responsabilité de la direction 9
États financiers 11
État du résultat global 12
État de la situation financière 13
État des flux de trésorerie 14
État des variations des capitaux propres 15
Annexes aux états financiers 16
Rapport des auditeurs indépendants 40

Machine Translated by Google

Informations générales

Nom de la société	TWINO Investments
Forme juridique d'activité	Société par actions
Numéro d'inscription, lieu et date	44103143823, Riga, 26 mars 2020
Adresse légale et adresse de correspondance	Rue Perses 2A, Riga, LV-1011
Numéro de permis, date	06.06.08.720/536, 31 août 2021
Domaine d'activité commerciale	Autres intermédiations monétaires (64,19) Autres activités complémentaires aux services financiers, hors assurance et épargne-pension (66,19) Activités de services financiers non classées ailleurs, à l'exception de l'assurance et de l'épargne-pension (64,99).
Directeur exécutif	Helvey Henschel
Membres du conseil d'administration	Helvijs Henšelis, président du conseil d'administration à partir du 16.12.2022. Linards Anisimovs membre du conseil d'administration à partir du 26.03.2020. Māris Chevers, membre du conseil d'administration depuis le 30.08.2022.
membres du Conseil	Armands Broks, président du conseil du 26.03.2020. Mārtiņš Mellens Vice-président du Conseil à partir du 26.03.2020. Dziugas Syksta, membre du conseil depuis le 28.03.2023. Nauris Bloks, membre du conseil depuis le 20.01.2021. jusqu'au 28.03.2023
La période de déclaration	01.01.2023. – 31.12.2023.
Chef comptable	Olga Golubeva
Participant	Armand Brock Participation au capital : 100%
Auditeur	BDO Assurance SIA Rue Kalku 15 - 3B Riga, Lettonie, LV-1050 Permis n° 182 Commissaire aux comptes responsable : Raivis Jānis Jaunkalns Certificat n° 237

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

Vadības ziņojums

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

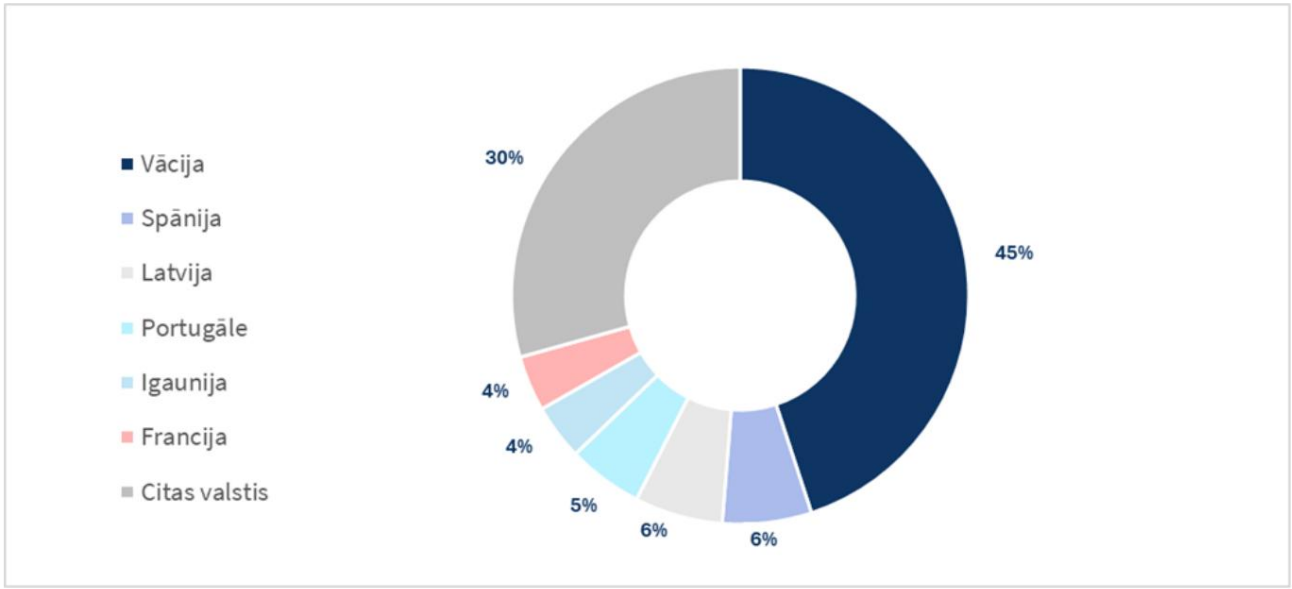
Machine Translated by Google

Rapport de gestion

Caractéristiques de performance

TWINO Investments AS (ci-après - la Société) est inscrite au registre des entreprises de la République de Lettonie en 2020. le 26 mars. La société est une société de courtage en investissements et dispose d'une licence de société de courtage en investissements délivrée par la Banque de Lettonie avec le droit de fournir des services d'investissement (ordre acceptation et transmission d'un ou plusieurs instruments financiers, exécution d'ordres pour le compte de clients, exécution d'opérations pour compte propre, gestion de portefeuille, placement d'instruments financiers sans engagement de rachat d'instruments financiers) et services accessoires d'investissement (détention d'instruments financiers, change services de change s'ils sont liés à la fourniture de services d'investissement, fourniture de services liés au placement initial d'instruments financiers). La société opère conformément aux lois de la République de Lettonie et de l'Union européenne et ses opérations sont supervisées par la Banque de Lettonie.

La société continue de développer ses activités dans le respect des exigences environnementales, sociales et de gouvernance (ESG).



Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

La Société offre des services d'investissement à haut rendement accessibles aux investisseurs, en s'inscrivant sur la plateforme d'investissement de la Société). La société (ci-après twino.eu est l'une des principales plateformes d'investissement en Europe continentale et ce, avec succès et en permanence.
est en activité depuis 2015. À la fin de l'année sous revue, les investisseurs représentaient 46 pays sur la plateforme. twino.eu twino.eu

Indicateurs financiers de l'entreprise

A la fin de la période de reporting, l'actif de la Société était principalement constitué de créances sur les établissements de crédit pour un montant de 469.227 EUR, de créances pour un montant de 635.563 EUR et d'immobilisations incorporelles de la Société pour un montant de 850.000 EUR. en valeur, dont l'essentiel est constitué des licences achetées par la Société, de l'actif incorporel de la plateforme twino.eu et des améliorations capitalisées associées.

La Société propose des services d'attraction de financement à ses clients (émetteurs de prêts) et au cours de l'exercice sous revue, la Société a gagné 2 300 556 EUR de revenus de commissions, s'élevant à 36 775 EUR, qui étaient principalement liés aux commissions bancaires.

Le poste de dépense le plus important est constitué des frais d'administration, qui ont atteint 2.017.727 EUR en 2023, dont 1.513.285 EUR, soit 75%, sont liés aux frais de personnel, et 157.113 EUR, soit 8%, sont liés aux programmes informatiques et aux dépenses de maintenance du système informatique.

Les pertes de l'entreprise pour la période sous revue s'élèvent à 2 702 euros. Une dynamique de développement positive et une croissance de l'entreprise sont prévues pour les périodes suivantes.

Activité et développement de la société

La société offre la possibilité d'investir dans :

- Dans les prêts émis en Pologne, au Vietnam et aux Philippines au travers d'instruments financiers ou avec des actifs en titres de créance garantis.
- Dans l'immobilier – investissements dans des sociétés qui achètent des immeubles de location à court terme, qui permettent aux investisseurs de diversifier leurs portefeuilles d'investissement avec des titres de participation ou des actions immobilières.

Avec titres de créance adossés à des actifs est un instrument financier négociable développé par la Société, qui offre de nouvelles opportunités d'investissement aux investisseurs et libère du capital pour les émetteurs de prêts. Le produit est un titre de créance adossé à des actifs basé sur un prêt commercial émis à un initiateur de prêt en Pologne (Fincard SP. ZOO), au Vietnam (Hoang Kim Nhat Company Limited) ou aux Philippines (Vamo Lending Inc.).

Le rendement de cet instrument financier comporte un taux d'intérêt annuel fixe, déterminé pour chaque série de titres, et peut varier de 10 % à 14 %. La période de rachat est fixe pour chaque série de titres. Cet instrument financier peut avoir une maturité en série de 3, 6, 12, 24 ou 36 mois.

en 2023 jumeau.UE le montant de titres adossés à des actifs émis sur la plateforme atteint 30 335 000 euros.

Actions immobilières sont des actions privilégiées ou des valeurs mobilières émises par l'émetteur - Propriétés TWINO AS. Les actions ne sont pas négociées sur un marché réglementé ou sur toute autre plate-forme de négociation (lieu de négociation). Les actions immobilières sont émises en augmentant les capitaux propres de la société pour acheter un bien immobilier spécifique. Les actions créent de nouvelles opportunités d'investissement et permettent aux investisseurs d'acquérir une expérience de propriété immobilière et de location sans acheter de biens immobiliers. En outre, les investisseurs ont la possibilité de tirer un profit de la vente d'un bien immobilier spécifique, si l'émetteur choisit de vendre ce bien immobilier spécifique face à une situation macroéconomique favorable et à une augmentation de la valeur de l'immobilier. Le produit d'investissement offre une forme de revenu passif, car les investisseurs n'ont pas besoin d'être impliqués dans la gestion immobilière.

Fin 2023, le nombre d'investisseurs enregistrés sur la plateforme twino.eu a atteint 22.254 au cours de l'année sous revue. La Société a poursuivi sa communication active avec les investisseurs pour leur expliquer les exigences nécessaires pour devenir des services d'investissement destinés aux investisseurs qualifiés.

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

En 2023, la Société a obtenu le droit de distribuer des instruments financiers dans 11 pays de l'Union européenne (Allemagne, Pays-Bas, France, Autriche, Italie, Espagne, République tchèque, Portugal, Belgique, Estonie et Lituanie), qui représentent environ 80% du total des fonds d'investissement des clients et des actifs de la Société. En fournissant des services et des activités d'investissement, ainsi que des services supplémentaires sur les territoires des États membres mentionnés, la Société n'utilise pas d'agents liés.

Améliorations du système de contrôle interne

Au premier semestre 2023, le système de contrôle interne de prévention du blanchiment d'argent, du financement du terrorisme et de la prolifération (ci-après NILLTPFN) et de gestion des exigences en matière de sanctions a été renforcé, ce qui a permis à la Société d'entamer le processus d'obtention du droit de distribuer des produits financiers. instruments dans 11 pays de l'Union européenne.

Au cours du second semestre 2023, un audit externe du respect du NILLTPFN et des exigences en matière de sanctions a été réalisé, dans le cadre duquel les éléments du système de contrôle interne nécessitant des améliorations ont été identifiés. Fin 2023, la plupart des améliorations nécessaires identifiées par l'audit externe avaient déjà été mises en œuvre. 2024. le processus de mise en œuvre de certaines améliorations se poursuit.

En 2023, en revoyant les processus existants et en tenant compte des recommandations de l'audit externe, des améliorations ont porté sur :

- Procédure de recherche des émetteurs de prêts et des investisseurs et documentation des résultats de la recherche ;
- Gestion des tâches liées au respect du NILLTPFN et aux exigences en matière de sanctions ;
- Quantités d'informations à obtenir lors de la recherche auprès des investisseurs, dans le respect du principe de proportionnalité.

Conformément à l'amélioration des processus de diligence raisonnable des initiateurs de prêts et des investisseurs, les dossiers de diligence raisonnable des initiateurs de prêts et des investisseurs ont été révisés et mis à jour.

Selon les résultats de l'inspection horizontale de la Banque de Lettonie et les lignes directrices élaborées par la Banque de Lettonie, une évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de la prolifération et des sanctions de la Société a été lancée en 2023 et mise à jour début 2024. .

De plus, la Société continue de prendre activement d'autres mesures pour améliorer et renforcer le système de contrôle interne pour la prévention du NILLTPF.

En 2023, la Société a continué de renforcer le rôle de la fonction de contrôle interne dans l'entreprise, garantissant une culture globale du risque. Cela a facilité la mise en œuvre de processus efficaces de gestion des risques conformément à la stratégie de développement de la Société.

En outre, la Société a rempli avec succès toutes les conditions de la période transitoire fixées par la licence de la Banque de Lettonie, éliminant ainsi toutes les lacunes identifiées dans le domaine de la fourniture de services d'investissement.

Fin 2023, Latvijas Banka a mené une inspection thématique hors site sur l'intégration des souhaits de durabilité dans les opérations de la Société (détermination des souhaits des clients dans le domaine de la durabilité en fournissant des services de gestion de portefeuille d'investissement). Compte tenu de ce qui précède, la Société a élaboré un plan d'élimination des déficiences, où elle a fourni vos commentaires sur les résultats des tests et les mesures prévues pour éliminer une lacune.

Structure organisationnelle de l'entreprise

La société dispose d'une structure organisationnelle transparente qui garantit des opérations appropriées et l'atteinte des résultats commerciaux prévus, tout en protégeant les intérêts des parties prenantes et des investisseurs.

Lors de la détermination des responsabilités en matière de prévention et de gestion des risques, la Société applique le modèle de trois lignes de défense :

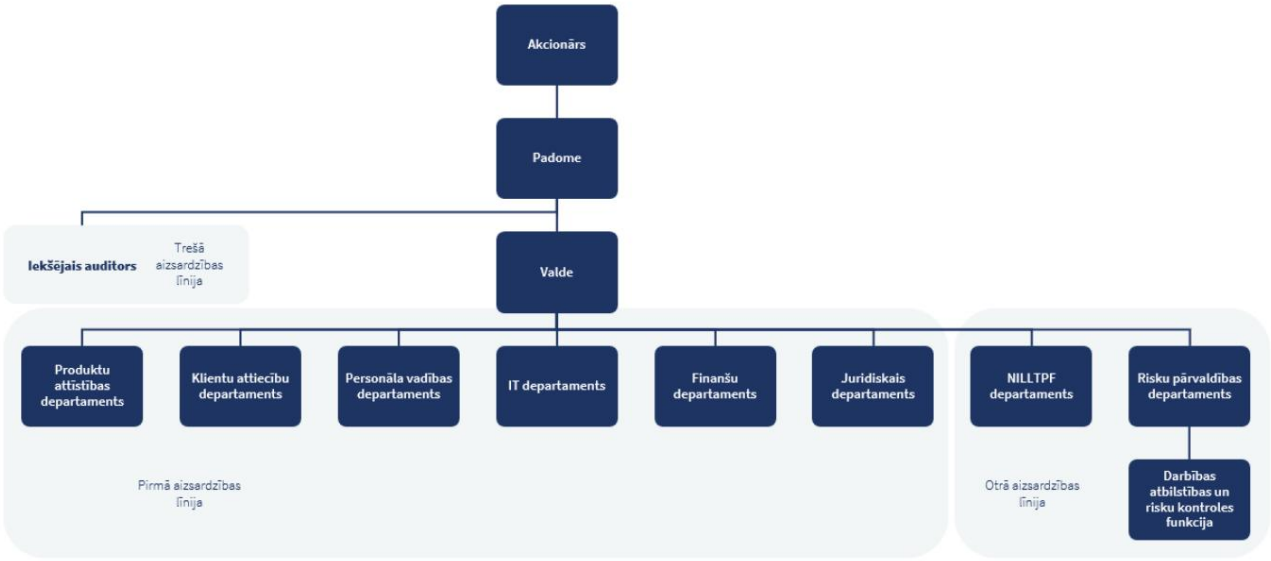
- La première ligne de défense consiste en la gestion des risques réalisée par les membres des processus métiers de la Société, qui assument, répondent et gèrent les risques sous la supervision du Conseil.
- La deuxième ligne de défense est constituée des fonctions de Contrôle des Risques et de Contrôle de Conformité Opérationnelle, dans le cadre desquelles la prise de risque de la Société est surveillée et, quelles que soient les structures d'entreprise, les risques sont évalués et des recommandations sont élaborées pour réduire ou contrôler les risques.

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

Structure organisationnelle de l'entreprise (suite)

- La troisième ligne de défense consiste en l'audit interne, qui fournit un examen indépendant, objectif et critique des deux premières lignes de défense. L'objectif principal de l'audit interne est d'effectuer des contrôles indépendants de l'efficacité du système de gestion, de gestion des risques et de contrôle interne. L'audit interne est indépendant des structures de l'activité commerciale de la Société et est directement subordonné au Conseil.



Influence géopolitique sur le fonctionnement de la Société

Les hostilités militaires lancées par la Fédération de Russie en Ukraine en 2022 et l'introduction de réglementations sur les sanctions liées à la Russie (y compris de nouvelles modifications des réglementations susmentionnées, augmentant ces sanctions) ont modifié la stratégie de la Société concernant l'utilisation de la plateforme pour attirer des financements pour le crédit. ligne de crédit de FINNO SIA, qui a été accordée à FINNO, filiale enregistrée en Russie de SIA, MKK Makro OOO, et utilisée pour d'autres prêts à la consommation dans la Fédération de Russie. Bien que la Société n'ait pas directement conclu de transactions avec des sociétés enregistrées sur le territoire de la Russie - Émetteurs de prêts, le financement était auparavant assuré par l'intermédiaire de la Société auprès de la société MKK Makro OOO enregistrée en Russie.

twino.eu

À cet égard, au deuxième trimestre 2022, l'offre de nouveaux prêts liés à la Russie aux utilisateurs de la plateforme a été interrompue et, après la soumission d'informations complémentaires par FINNO SIA, il a été décidé d'annuler complètement les obligations envers les utilisateurs de la plateforme concernant les montants augmentés. financement, qui était lié à l'octroi de prêts à des entreprises sur le territoire de la Russie .

twino.eu

Compte tenu des limites de transfert mensuelles de 10 millions de roubles fixées par la Banque centrale de Russie, ainsi que de la relation de courtage de la Société avec FINNO SIA et les plateformes utilisateurs, en 2023 FINNO SIA continue d'effectuer des plateformes de remboursement régulières pour les obligations existantes investisseurs.

twino.eu
twino.eu

Au nom de la direction de l'entreprise :

Armand Brock
Président du Conseil

Helvey Henschel
Président du Conseil

le 28 mars 2024

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

Paziņojums par vadības atbildību

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

Déclaration de responsabilité de la direction

Le Conseil d'Administration de la Société est responsable de l'établissement des états financiers conformément aux exigences de la réglementation en vigueur, des réglementations de la Banque de Lettonie et de la Commission du marché financier et des capitaux et des Normes internationales d'information financière approuvées dans l'Union européenne, fournissant ainsi une image fidèle et claire de l'actif, du passif, de la situation financière et des bénéfices ou des pertes de la Société à la fin de l'année de référence, ainsi que des résultats de performance de l'année de référence et du développement de la Société au cours de l'année de référence.

Le conseil d'administration de la société confirme que les méthodes comptables utilisées pour l'établissement du rapport annuel sont appropriées et cohérentes conformément aux normes comptables applicables.
Le rapport financier annuel a été établi sur la base du principe de continuité des activités et, en conséquence, les décisions et estimations faites par la direction de la Société ont été prudentes et justifiées.

Le conseil d'administration de la société est chargé d'assurer des registres comptables appropriés, de préserver les actifs de la société, ainsi que de détecter et de prévenir la fraude et d'autres violations au sein de la société. La direction est également responsable du fonctionnement de la Société conformément à la loi sur le marché des instruments financiers, à la Banque de Lettonie et -
Les règlements de la Commission des marchés financiers et des capitaux et les exigences d'autres actes réglementaires de la République de Lettonie, qui sont applicables aux sociétés de courtage en investissement.

Au nom de la direction de l'entreprise :

Armand Brock
Président du Conseil

Helvey Henschel
Président du Conseil

le 28 mars 2024

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

Finanšu pārskati

Visaptverošo ienākumu pārskats

Finanšu stāvokļa pārskats

Naudas plūsmu pārskats

Kapitāla un rezervju izmaiņu pārskats

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

État du résultat global

EUR	annexe	2023	2022
Le revenu d'intérêts	2	5 031	-
Charges d'intérêts	3	(3 842)	(1 466)
Revenu net d'intérêts		1 189	(1 466)
Revenus de commissions	4	2 300 556	1 783 203
Frais de commissions	5	(36 775)	(57 847)
Produits nets de commissions		2 263 781	1 725 356
Résultat financier net		2 264 970	1 723 890
Résultat de la différence nette de change	6	5 104	(12 141)
Autres produits d'exploitation	7	229	1 232
Autres charges d'exploitation	8	(16 325)	(2 875)
Les frais d'administration	9	(2 017 727)	(1 487 242)
Charges d'amortissement et de dépréciation	11	(35 740)	(15 998)
Diminution de la valeur	12	(186 697)	(21 470)
Charges nettes d'exploitation		(2 251 156)	(1 538 494)
Bénéfice avant impôt sur les sociétés		13 814	185 396
Impôt sur les sociétés	14	(16 516)	(6 908)
Bénéfice / (perte) de la période de reporting		(2 702)	178 488
Autres revenus / (pertes) non reflétés dans l'état du résultat global, net d'impôts		-	-
Bénéfice / (perte) global pour la période comptable totale		(2 702)	178 488

Les annexes des pages 16 à 39 font partie intégrante de ces états financiers.

Helvey Henschel
Président du Conseil

Olga Golubeva
Chef comptable

le 28 mars 2024

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

État de la situation financière

EUR	Annexe	31.12.2023	31.12.2022
ACTIF			
Réclamations contre les établissements de crédit	15	469 227	828 209
Comptes débiteurs	16	635 563	272 116
Actifs incorporels	17	850 000	855 213
Immobilisations	17	33 198	12 781
Actifs au titre du droit d'utilisation	17	66 631	2 830
Charges reportées et produits à recevoir	18	330 478	148 729
Autres actifs	19	16 242	9 441
Actif total		2 401 339	2 129 319
OBLIGATIONS			
Impôts et cotisations sociales obligatoires	20	101 313	36 677
Autres passifs	21	348 404	138 318
Responsabilités totales		449 717	174 995
CAPITAL ET RÉSERVES			
Partage le capital	23	1 980 000	1 980 000
Défaites accumulées		(25 676)	(204 164)
Bénéfice / (perte) de la période de reporting		(2 702)	178 488
Total du capital et des réserves		1 951 622	1 954 324
Total du passif, des capitaux propres et des réserves		2 401 339	2 129 319

Les annexes des pages 16 à 39 font partie intégrante de ces états financiers.

Helvey Henschel
Président du Conseil

Olga Golubeva
Chef comptable

le 28 mars 2024

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

État des flux de trésorerie

EUR	annexe	2023	2022
Flux de trésorerie opérationnel			
Bénéfice avant impôt sur les sociétés		13 814	185 396
Corrections :			
amortissement des	11	5 451	4 270
immobilisations amortissement des immobilisations	11	5 213	4 519
incorporelles amortissement du droit d'utilisation	11	25 076	7 209
Pertes avant ajustements pour variations des actifs et passifs courants		49 554	201 394
Corrections :			
augmentation des créances		(551 997)	(267 366)
envers les fournisseurs de dettes et autres créanciers			
Une augmentation		203 166	2 810
Cash-flow brut d'exploitation		(295 435)	(63 162)
Impôt sur les sociétés payé	20	(10 549)	(7 471)
Cash-flow net opérationnel		(305 984)	(70 633)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Achat d'immobilisations et d'investissements incorporels à long terme		(25 868)	(64 631)
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement		(25 868)	(64 631)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Paiements du principal du bail	22	(23 288)	(6 729)
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement		(23 288)	(6 729)
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(358 982)	(141 993)
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début de période		828 209	970 202
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	15	469 227	828 209

Les annexes des pages 16 à 39 font partie intégrante de ces états financiers.

Helvey Henschel
Président du Conseil

Olga Golubeva
Chef comptable

le 28 mars 2024

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

État de l'évolution du capital et des réserves

EUR	Partage le capital	Défaites accumulées	Pertes accumulées pour la période de reporting	Fonds propres totaux
31.12.2021.	1 980 000	(32 028)	(172 136)	1 775 836
Transfert des pertes cumulées de 2021 vers les pertes cumulées	-	(172 136)	172 136	-
Le montant total des pertes cumulées au cours de l'année de référence	-	-	178 488	178 488
31.12.2022.	1 980 000	(204 164)	178 488	1 954 324
Transfert des bénéfices consolidés 2022 vers les pertes cumulées	-	178 488	(178 488)	-
Pertes totales consolidées de l'année de référence	-	-	(2 702)	(2 702)
31.12.2023.	1 980 000	(25 676)	(2 702)	1 951 622

Les annexes des pages 16 à 39 font partie intégrante de ces états financiers.

Helvey Henschel
Président du Conseil

Olga Golubeva
Chef comptable

le 28 mars 2024

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

Finanšu pārskatu pielikumi

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

Annexes aux états financiers

1) Informations sur le fonctionnement de la Société et principes comptables essentiels - principes généraux

Journaliste

TWINO Investments AS (ci-après - la Société) a été inscrite au registre des entreprises de la République de Lettonie le 26 mars 2020. La société est une société de courtage en investissement et dispose d'une licence délivrée par la Banque de Lettonie pour la fourniture de services d'investissement et de services auxiliaires d'investissement. La société opère conformément aux lois de la République de Lettonie et de l'Union européenne et ses opérations sont supervisées par la Banque de Lettonie.

L'adresse légale de la société est Perses iela 2A, Riga, LV-1011. Le président du conseil d'administration de la société est Helvijs Henšelis et les membres du conseil d'administration sont Linards Anisimovs et Māris Chevers. L'entreprise dispose d'un conseil composé du président du conseil, Armandas Brokas, et de deux membres du conseil : Mārtiņas Mellēnas et Džiugas Sykst.

La société est enregistrée en République de Lettonie et n'a pas de bureaux de représentation permanents ni de succursales à l'étranger.

La Société propose des services d'investissement à haut rendement qui sont accessibles aux clients de la Société en s'inscrivant et en investissant sur la plateforme). Les membres de la plateforme ont la possibilité d'investir dans des instruments financiers réglementés - des titres adossés à des actifs basés sur des prêts commerciaux accordés à des émetteurs de prêts en Pologne, au Vietnam et aux Philippines. A partir de 2023, la Société offre aux investisseurs la possibilité d'investir en titres de capital -

en actions immobilières, c'est-à-dire des actions privilégiées émises par l'émetteur, qui utilisent les fonds levés grâce à l'augmentation de capital pour acheter des biens immobiliers et générer des bénéfices - tant par la location que par la vente de biens immobiliers. Jusqu'en juillet 2022, les clients de la plateforme avaient la possibilité d'investir dans des prêts à la consommation et des lignes de crédit non garantis, des prêts aux personnes morales, ainsi que des prêts pour le développement immobilier. Avec la fin de la période de transition, en juillet 2022, et devenue une société de courtage en investissement à part entière, les clients de la plateforme ne se sont plus vu proposer d'investissements dans des produits non réglementés.

Le commissaire aux comptes de la société est la société commerciale de commissaires aux comptes assermentée BDO Assurance SIA, et le responsable le commissaire aux comptes assermenté est Raivis Jānis Jaunkalns.

Base de préparation

Les états financiers ont été préparés conformément à la loi sur les sociétés de courtage en investissement, à la loi sur la comptabilité, Les réglementations de la Commission des marchés financiers et des marchés de capitaux de la République de Lettonie (FKTK) et de la Banque de Lettonie ainsi que les normes internationales d'information financière (IFRS), les normes comptables internationales (IAS) et les interprétations associées approuvées dans l'Union européenne (collectivement appelées - IFRS) émis par l'International Accounting Standards Board (IASB) et en vigueur à compter du 31 décembre 2023, en supposant que la Société poursuive ses activités dans un avenir prévisible.

L'état du résultat global est établi selon la méthode des fonctions de dépenses. Le tableau des flux de trésorerie est établi selon la méthode indirecte. Les états financiers ont été préparés selon le principe du coût d'origine. Tous les montants des états financiers sont présentés en euros, arrondis au nombre entier le plus proche.

La direction de la Société a approuvé la publication des états financiers de la Société le 28 mars 2024.
Les actionnaires ont le droit de rejeter les états financiers préparés et soumis par la direction et de demander l'établissement de nouveaux états financiers.

La période de déclaration

Les états financiers couvrent la période de 12 mois du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

Principes comptables essentiels

Les états financiers sont préparés selon les principes suivants :

- Le principe de continuité d'activité ; • Principe de précaution:
  - les états financiers incluent uniquement le bénéfice réalisé au cours de la période de reporting ;
  - tous les montants de risque attendus et les pertes encourues au cours de la période de reporting ont été pris en compte, même si ces éléments ont été identifiés dans la période allant du dernier jour de la période de reporting au jour de préparation des états financiers ;
  - tous les montants des dépréciations et amortissements ont été calculés et pris en compte, que le résultat financier soit un profit ou une perte.
- Les revenus et dépenses engagés au cours de l'année de reporting sont pris en compte, quelle que soit la date de paiement ou la date de réception ou d'émission de la facture. Les dépenses ont été rapprochées des revenus pertinents de la période de référence ;
- Les actifs et les passifs sont évalués séparément ;
- Tous les éléments ayant un impact significatif sur l'évaluation ou la prise de décision des utilisateurs des états financiers sont indiqués, les éléments non essentiels sont regroupés et leur transcription est fournie dans les annexes ci-jointes ;
- Les transactions sont comptabilisées en fonction de leur nature et de leurs conditions économiques, et pas uniquement en fonction de leur forme juridique.

Changements de principes comptables

Nouvelles normes, interprétations et amendements en vigueur à compter du 1er janvier 2023

Les modifications suivantes sont entrées en vigueur le 1er janvier 2023 :

- 17. Contrats d'assurance SFSP ;
- Note de principes comptables (amendements à IAS 1 Présentation des états financiers et SFSP 2 dans le rapport d'application pratique (Réalisation d'une évaluation de matérialité) ;
- Définition des estimations comptables (amendements à IAS 8 Méthodes comptables, changements estimations et erreurs comptables) ;
- Actifs et passifs d'impôts différés résultant d'une transaction (amendements à IAS 12 Résultat impôts);
- Réforme fiscale internationale – Règlement type du deuxième pilier (modifications d'IAS 12, Impôts sur le résultat) (en vigueur immédiatement après la publication des modifications et de manière rétrospective).

Ces modifications des normes SFSP entrent en vigueur pour les périodes de reporting commençant ou se poursuivant à compter du 1er janvier 2023. Pour plus de détails sur la façon dont les modifications ont affecté la Société, voir les notes applicables.

17. Contrats d'assurance IFRS

En 2017, l'IASB a publié la norme IFRS 17, qui remplace la norme IFRS 4 pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2023.

17. Les IFRS introduisent une approche internationale uniforme en matière de comptabilisation des contrats d'assurance. Avant l'IFRS 17, il existait des différences significatives dans la comptabilisation et les informations à fournir sur les contrats d'assurance à travers le monde, l'IFRS 4 permettant d'utiliser bon nombre des approches comptables précédentes.

La norme IFRS 17 s'appliquant à tous les contrats d'assurance conclus par l'entreprise (à certaines exceptions près), sa mise en œuvre peut affecter non seulement les assureurs, comme la SIA « Uzniemums ».

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

La Société a procédé à une évaluation de ses contrats et opérations et a conclu que l'application d'IFRS 17 n'a pas affecté les états financiers annuels de la Société.

Note de principes comptables (modifications du rapport IAS Information financière SFSP pratique 2. et d'application 1 « Réalisation d'une évaluation de matérialité »)

En février 2021, l'IASB a publié des amendements au rapport sur l'application pratique d'IAS 1 et d'IFRS 2.
L'amendement vise à rendre la communication des informations sur les méthodes comptables plus informative en remplaçant l'obligation de fournir les « principales méthodes comptables » par « les informations significatives sur les méthodes comptables ».
Les modifications fournissent également des indications dans lesquelles les informations sur les méthodes comptables peuvent être considérées comme importantes et

doivent donc être divulguées. Ces modifications n'affectent pas l'évaluation ou la présentation des éléments dans les états financiers de la Société, mais affectent la divulgation des méthodes comptables de la Société.

Définition des estimations comptables (changements 8. Politiques comptables SGS, modifications comptables d'estimations et erreurs)

Les amendements à IAS 8, qui ont ajouté à la définition des estimations comptables, précisent que les changements dans les données d'entrée ou l'impact des changements de méthode d'évaluation sont des changements dans les estimations comptables, à moins qu'ils ne résultent de la correction d'erreurs de périodes précédentes. Ces modifications clarifient la manière dont les sociétés font la distinction entre les changements d'estimations comptables, les changements de méthodes comptables et les erreurs des périodes antérieures.

Ces modifications n'ont pas affecté les états financiers de la Société.

Impôts différés actifs (impôts) et obligations découlant d'une transaction (modifications 12 de l'IAS Revenu.

En mai 2021, l'IASB a publié des amendements à IAS 12 précisant si l'exemption de comptabilisation initiale s'applique à certaines transactions qui conduisent à la comptabilisation à la fois d'un actif et d'un passif (par exemple, un contrat de location au sens d'IFRS 16). . Les amendements introduisent un critère supplémentaire pour l'exonération de comptabilisation initiale, selon lequel l'exonération ne s'applique pas à la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui donne lieu aux mêmes différences temporaires imposables et déductibles au moment de la transaction. Ces modifications n'ont pas affecté les états financiers de la Société.

Réforme fiscale internationale – Règlement type du deuxième pilier (Amendements 12. Impôts sur le revenu SGS)

En décembre 2021, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a publié un projet de cadre juridique mondial d'impôt minimum à utiliser dans certaines juridictions. L'objectif de cette réglementation est de réduire le transfert de bénéfices d'une juridiction à une autre afin de réduire l'impôt global à payer des personnes morales. L'OCDE a publié des orientations techniques détaillées sur le deuxième pilier des règles en mars 2022.

Les parties prenantes ont exprimé leurs inquiétudes à la SGSP quant à l'impact potentiel sur la comptabilité de l'impôt sur le résultat, en particulier sur la comptabilité des impôts différés, découlant des dispositions du modèle du deuxième pilier. En réponse aux préoccupations des parties intéressées, la SGSP a publié le 23 mai 2023 les amendements définitifs (ci-après - les amendements) « Réforme fiscale internationale - règles du modèle du deuxième pilier".

Les modifications introduisent une exemption obligatoire pour les entreprises de la comptabilisation et de la publication d'informations sur les actifs et passifs d'impôts différés dans le cadre des dispositions du modèle du deuxième pilier. L'exonération entre en vigueur immédiatement et rétroactivement. Les modifications introduisent également des exigences de divulgation supplémentaires concernant l'exposition d'une entreprise aux impôts sur le revenu du deuxième pilier.

La direction de la Société a déterminé que la Société n'est pas soumise aux règles du modèle du deuxième pilier de l'OCDE et que l'exception concernant la comptabilisation et la divulgation d'informations sur les actifs et passifs d'impôts différés liés aux impôts sur le résultat du deuxième pilier n'est pas applicable à la Société.

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

Normes, suppléments et interprétations publiés et approuvés par l'UE qui ne sont pas encore entrés en vigueur

Il existe un certain nombre de normes, de modifications de normes et d'interprétations qui ont été publiées par l'IASB et qui entreront en vigueur dans les périodes comptables futures et que la Société a décidé de ne pas mettre en œuvre plus tôt.

Les modifications suivantes entrent en vigueur à compter du 1er janvier 2024 :

- Obligations dans le cadre d'une opération de cession-bail (amendements à IFRS 16 Contrat de location) ;
- Classification des passifs en court terme ou long terme (amendements à IAS 1 Présentation des états financiers) ; • Passifs à long terme assortis de conditions (amendements à IAS 1 Présentation des états financiers) ; et
- Contrats de financement fournisseurs (amendements à IAS 7 Tableau des flux de trésorerie et IFRS 7 Données financières) outils : Divulgation)

Les modifications suivantes entrent en vigueur pour la période commençant le 1er janvier 2025 :

- Absence d'option de change (amendements à IAS 21, impact des variations des taux de change)

La Société évalue actuellement l'impact de ces nouvelles normes et modifications comptables. Société ne considère pas que les amendements à IAS 1 affecteront de manière significative le classement de ses passifs, dans la mesure où l'option de conversion des instruments de dette convertibles est classée comme un instrument de capitaux propres et n'affecte donc pas le classement de la dette convertible comme un passif à long terme. La Société ne s'attend pas à ce que d'autres normes émises par SGSP, mais qui ne sont pas encore entrées en vigueur, aient un impact significatif sur la Société.

Monnaie étrangère

Les indicateurs reflétés dans ces états financiers sont exprimés en euros (EUR). Toutes les transactions en devises étrangères sont converties en EUR selon le taux de change officiellement déterminé par la Banque centrale européenne au jour de la transaction concernée. Les actifs et passifs exprimés en devises sont convertis en EUR au taux déterminé par la Banque Centrale Européenne, en vigueur à la date du bilan (fin de journée). Les profits ou les pertes résultant des fluctuations des taux de change sont reflétés dans la valeur nette du compte de résultat de la période de reporting.

31 décembre 2023		31 décembre 2022	
GBP	0,86905	GBP	0,88693
USD	1.10500	USD	1,06660

Parties liées

Les parties liées sont des personnes physiques ou morales liées à la Société conformément aux dispositions ci-dessous.

- Une personne physique (ou son parent jusqu'au troisième degré, ou un conjoint, ou une personne liée à cette personne physique jusqu'au deuxième degré) est liée au déclarant, si cette personne :
  - o exerce un contrôle ou un contrôle conjoint sur le fournisseur déclarant ;
  - o exerce une influence notable sur la société déclarante ; ou
  - o est un représentant de la haute direction de l'entité déclarante ou de la société mère de l'entité déclarante. • Une entité juridique est liée à la société déclarante si l'une des conditions suivantes est vraie conditions:
  - o l'entité juridique et l'entité déclarante appartiennent au même groupe de sociétés (ce qui signifie que chaque société mère, filiale et société liée sont liées les unes aux autres) ; o une société est une société associée ou une coentreprise de l'autre société (ou un groupe auquel appartient l'autre société, une société associée ou une coentreprise d'une société liée) ;
  - o les deux sociétés sont des coentreprises du même tiers ;
  - o une société est une coentreprise d'une société tierce et l'autre société est une société associée d'une société tierce ;

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

Parties liées (suite)

- o une personne physique (ou un parent jusqu'au troisième degré, ou un conjoint ou une personne liée à cette personne physique jusqu'au deuxième degré) est sous le contrôle de la personne morale ou sous son contrôle, qui est liée au rapport prestataire sous contrôle conjoint ;
- o Une personne physique (ou ses proches jusqu'au troisième degré, ou un conjoint, ou des proches de cette personne physique jusqu'au deuxième degré) liée au déclarant exerce une influence notable dans l'entreprise, ou est un cadre supérieur de l'entreprise. (ou la société mère de cette société) représentant ;
- o la société ou tout membre du groupe auquel elle appartient fournit des services de personnel de direction générale au déclarant ou à la société mère du déclarant.

Une transaction entre parties liées est un transfert de ressources, de services ou d'obligations entre parties liées, si des frais s'appliquent ou non.

Instruments financiers

Un instrument financier est un accord qui crée un actif financier pour une personne et, en même temps, un passif financier ou des titres de participation pour une autre personne.

Les instruments financiers les plus importants de l'entreprise sont les créances et les passifs financiers les plus importants sont les dettes. fournisseurs et entrepreneurs, qui résulte directement de l'activité économique exercée.

Comptabilisation initiale des instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont comptabilisés dans la situation financière de la Société lorsque la Société devient partie contractante conformément aux termes contractuels de l'instrument.

Les actifs et passifs financiers comptabilisés sont initialement évalués à leur juste valeur.

Utilisation d'instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés n'ont pas été utilisés jusqu'à présent.

Actifs financiers

Classification et évaluation plus approfondie

Lors de la comptabilisation initiale, un actif financier est classé selon l'une des catégories suivantes :

- Coûts amortis ; • Juste valeur

  reflétée dans les autres éléments du résultat global (FVOCI) ; ou
- Juste valeur par résultat (JVPL).

Un actif financier est évalué à son coût amorti s'il remplit les deux conditions suivantes et n'est pas classé comme étant évalué à la JVRN :

- L'actif est détenu dans le cadre d'un modèle économique qui vise à détenir des actifs à des fins de levier. flux de trésorerie sur la base du contrat ; et
- Les conditions contractuelles d'un actif financier génèrent des flux de trésorerie à des dates précises qui incluent uniquement les paiements de principal et d'intérêts (« SPPI ») sur le montant du principal impayé.

Un actif financier est évalué à la juste valeur par capitaux propres (FVOCI) s'il remplit les deux conditions ci-dessous et n'est pas classé comme évaluable JVPL :

- L'actif est détenu dans le cadre d'un modèle économique dont l'objectif est atteint en collectant des fonds. flux sur la base d'un contrat et par la vente d'actifs financiers ; et
- Les conditions contractuelles de l'actif financier génèrent à certaines dates des flux de trésorerie qui incluent uniquement les paiements du principal et des intérêts pour le montant du principal restant dû ;

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

Classification et évaluation complémentaire (suite)

- Conformément à la norme IFRS 9, les liquidités en banque, les créances sur les parties liées et les autres actifs sont évalués à leur coût amorti.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et les soldes bancaires non affectés dont l'échéance initiale est inférieure ou égale à 90 jours et qui ne sont pas soumis à des charges contractuelles. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont comptabilisés au coût amorti.

Autres créances

Les autres créances, qui sont incluses dans le poste « autres actifs » des états financiers, sont des actifs financiers comptabilisés au coût amorti. Les autres créances sont initialement évaluées à la juste valeur puis ultérieurement au coût amorti.

Obligations financières

Les passifs financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur. La Société cesse de comptabiliser les passifs financiers uniquement lorsque les passifs sont honorés, annulés ou expirés.

Compensation des actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont compensés et le montant net n'est indiqué dans le poste des états financiers que s'il existe un droit légal de compensation par rapport aux montants comptabilisés et s'il existe une intention de règlement sur une base nette ou de réaliser l'actif et s'acquitter du passif en même temps.

Juste valeur des actifs et passifs financiers

La juste valeur des actifs et passifs financiers est le montant pour lequel un tel actif peut être échangé ou un passif peut être satisfait dans le cadre d'une transaction conclue entre des parties compétentes, consentantes et non liées.

Au moment de la comptabilisation, la Société évalue les actifs et passifs financiers à leur valeur d'acquisition qui, de l'avis de la direction de la Société, correspond à leur juste valeur au moment de l'acquisition, augmentée des dépenses supplémentaires éventuelles y afférentes.

La juste valeur est le prix qui serait obtenu en vendant un actif ou en transférant un passif, dans le cadre d'une transaction conforme aux pratiques de marché entre les acteurs du marché principal au jour de cette valorisation ou, si le marché principal ne le fait pas existent, sur le marché le plus favorable auquel la Société a accès au jour concerné.

La Société utilise des méthodes d'évaluation qui maximisent l'utilisation de données évaluables pertinentes et minimisent l'utilisation de données non évaluables. La méthode d'évaluation choisie inclut tous les facteurs que les acteurs du marché prendraient en compte dans les circonstances données.

La meilleure indication de la juste valeur d'un instrument financier lors de sa comptabilisation initiale est généralement le prix de transaction, c'est-à-dire la juste valeur de la contrepartie payée ou reçue.

Hiérarchie d'évaluation de la juste valeur selon IFRS 13

IFRS 13 prévoit certaines exigences d'information qui prévoient le classement des actifs financiers et des passifs financiers évalués à la juste valeur selon une hiérarchie de juste valeur qui reflète l'importance des données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur. Les niveaux de hiérarchie des justes valeurs sont les suivants :

- Le prix coté (non ajusté) pour des actifs ou des passifs identiques sur des marchés actifs (niveau 1) ;
- Les données de marché, autres que les prix cotés contenus au niveau 1, qui sont directement (c'est-à-dire sous forme de prix) ou indirectement (c'est-à-dire dérivées des prix) observables pour l'actif ou le passif (niveau 2) ; et
- Données concernant un actif ou un passif qui ne sont pas basées sur des données de marché observables (données précieuses) (niveau 3).

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

Hiérarchie d'évaluation de la juste valeur selon IFRS 13 (suite)

Le niveau de hiérarchie de juste valeur d'un actif financier ou d'un passif financier est déterminé sur la base du niveau le plus bas de données pertinentes pour l'évaluation de la juste valeur. Les actifs financiers et les passifs financiers sont entièrement classés dans un seul de ces trois niveaux.

Dépréciation d'actifs financiers

La Société comptabilise des provisions pour pertes attendues à l'égard de tous les instruments de dette qui ne sont pas désignés à la juste valeur avec comptabilisation de la réévaluation dans l'état du résultat global. Les pertes attendues sont déterminées sur la base de la différence entre les flux de trésorerie contractuels à recevoir au titre du contrat et l'ensemble des flux de trésorerie prévus de la Société, actualisés à un taux d'actualisation proche du taux d'intérêt effectif initial. Les flux de trésorerie projetés incluront les flux de trésorerie provenant de la vente des garanties détenues ou d'autres activités de recouvrement de créances conformément aux termes du contrat, si elles sont entreprises.

Les pertes de crédit attendues (ECL) sont comptabilisées en deux étapes. Pour les expositions dont le risque de crédit n'a pas augmenté de manière significative depuis leur comptabilisation initiale, des provisions sont constituées pour les pertes de crédit attendues qui pourraient survenir en cas de défaut dans les 12 prochains mois (ECL 12 mois). Pour les expositions dont le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis leur comptabilisation initiale, des provisions sont constituées pour les pertes de crédit attendues tout au long du cycle de vie restant des actifs concernés (ECL du cycle de vie).

Actifs incorporels et immobilisés

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût diminué des coûts d'amortissement et des pertes de valeur accumulés ultérieurement. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire pour amortir la valeur de l'actif sur sa durée d'utilité.

La Société comptabilise le coût des immobilisations comme un actif s'il est probable qu'elle obtiendra des avantages économiques futurs liés à la position et que le coût de cette position peut être estimé de manière fiable.
Le coût des immobilisations comprend le prix d'achat, les frais de transport, les taxes non déductibles, l'installation et les autres dépenses directement liées à son achat ou à son utilisation.

Les coûts d'entretien des immobilisations incorporelles et immobilisées (ou les réparations en cours des immobilisations) sont inclus dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle ils sont encourus. Les coûts des améliorations significatives (fonctionnellement significatives) des immobilisations incorporelles et immobilisées sont capitalisés.

Durée d'utilité des immobilisations incorporelles et immobilisées

Les immobilisations incorporelles n'ayant pas de durée d'utilité définie ne sont pas amorties et font l'objet d'un test de dépréciation annuel. La dépréciation estimée est comptabilisée en charges ou radiée de la réserve (le cas échéant).

Dans les cas où la durée d'utilité d'une immobilisation incorporelle n'est pas limitée par un contrat ou des droits légaux sur l'actif spécifique, la direction estime la durée d'utilité de l'immobilisation incorporelle proportionnellement à l'utilisation prévue de l'actif, sur la base de l'expérience historique avec des actifs similaires et Plans futurs.

	Durée de vie utile estimée
Actifs incorporels :	
Licences	5 années
Logiciel	4 années
twino.eu plate-forme	indéterminé
Immobilisations :	
Meubles	5 années
Ordinateurs et matériel de bureau	4 années
le reste	4 années

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

Durée d'utilité des immobilisations incorporelles et immobilisées (suite)

La société évalue la durée d'utilité résiduelle des immobilisations au moins à la fin de chaque exercice.
Si les estimations diffèrent des estimations précédentes, le changement est comptabilisé comme un changement d'estimation comptable. Ces estimations peuvent affecter de manière significative la valeur comptable des immobilisations et la dépréciation comptabilisée en compte de résultat.

Dépréciation des immobilisations

La société révise la valeur de ses immobilisations corporelles et incorporelles chaque fois qu'il existe des événements ou des circonstances qui confirment que la valeur comptable ne pourra pas être récupérée. Le test de dépréciation des immobilisations de la Société repose sur des calculs de valeur d'utilité utilisant le modèle des flux de trésorerie actualisés. Les flux de trésorerie sont basés sur des prévisions pour les années futures et n'incluent pas les activités de restructuration que la Société n'a pas encore entreprises ni les investissements futurs importants qui amélioreraient la capacité de génération de trésorerie des actifs sous revue.

Bail (dossier du locataire)

Lors de la conclusion d'un contrat de location, conformément aux exigences de la norme IFRS 16, la Société comptabilise au bilan les actifs liés au droit d'utilisation. et les obligations de location.

Actifs au titre du droit d'utilisation

La Société comptabilise les droits d'utilisation à la date de prise d'effet du contrat de location (c'est-à-dire le jour où l'actif sous-jacent au contrat de location est disponible à l'usage). Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, et sont ajustés de la réévaluation des dettes locatives. Le coût des actifs au titre de droits d'utilisation comprend le montant de la dette locative comptabilisée, les coûts directs initiaux et les paiements de location effectués au plus tard à la date d'acquisition, moins les réductions de location ou incitations similaires reçues. À moins que la Société ne soit raisonnablement certaine qu'elle acquerra un actif loué à la fin de la durée du bail, les actifs au titre des droits d'utilisation comptabilisés sont amortis selon la méthode linéaire sur la plus courte de la durée d'utilité estimée de l'actif ou de la durée du bail. Les actifs au titre du droit d'utilisation font l'objet d'un test de dépréciation.

Obligations de location

À la date de début du contrat de location, la Société comptabilise un passif locatif évalué à la valeur actuelle des paiements de location à effectuer pendant la durée du contrat de location. Les paiements de location comprennent les paiements fixes (y compris les paiements fixes importants), diminués de toute remise de location ou incitation similaire reçue, des paiements de location variables qui dépendent d'un indice ou d'un taux, et des montants attendus au titre des garanties de valeur résiduelle. Les paiements de location comprennent également le prix d'exercice de l'option d'achat, dans la mesure où la Société évalue raisonnablement ce droit, ainsi que les amendes de résiliation du bail si la durée du bail reflète que la Société utilisera l'option de résiliation du contrat. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle survient l'événement ou la condition donnant lieu au paiement.

Lors du calcul de la valeur actuelle des loyers, la Société utilise le taux d'intérêt de ses emprunts à la date de début du bail, si le taux d'intérêt du contrat de location spécifique n'est pas facilement déterminé. Après la date de début, le montant de la dette locative est augmenté pour refléter les intérêts courus et diminué des paiements de location effectués. En outre, la valeur comptable du passif locatif est réévaluée en cas de modification de la durée du contrat de location, de modification des loyers essentiellement fixes ou de modification de la valorisation de l'option d'achat de l'actif sous-jacent.

Les amortissements des droits d'utilisation et les paiements d'intérêts sur les dettes locatives calculés pendant la durée du contrat de location sont comptabilisés en résultat dans la période à laquelle ils se rapportent.

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

Contrats de location – évaluation du taux d'intérêt d'emprunt

Dans le cas où la Société ne peut pas facilement déterminer le taux d'intérêt contenu dans le contrat de location, elle utilise le taux d'emprunt équivalent (IBR) pour évaluer les obligations de location. L'IBR est le taux d'intérêt que la Société devrait payer pour emprunter avec une durée similaire et avec des garanties similaires les fonds nécessaires pour acquérir un actif de valeur similaire à l'actif au droit d'utilisation dans un environnement économique similaire. L'IBR reflète donc ce que la Société « devrait payer », ce qui nécessite des estimations lorsque les taux réels ne sont pas disponibles ou lorsque ces taux doivent être ajustés pour refléter les termes et conditions du bail.

La Société estime l'IBR en utilisant des données observables (telles que les taux d'intérêt du marché) lorsqu'elles sont disponibles et en effectuant les calculs nécessaires spécifiques à l'entreprise.

Comptabilisation des produits et charges

Les revenus provenant des commissions calculées sont comptabilisés selon le principe de la comptabilité d'exercice, selon le modèle en 5 étapes des normes IFRS.15 : identifier le contrat, identifier les obligations concernant les obligations de performance du contrat (et leur nombre), déterminer et répartir la transaction. promesses de prix par rapport aux performances et comptabilisation des revenus lorsque les performances les devoirs sont remplis. Conformément aux accords conclus, les revenus provenant des commissions pour les services de plateforme sont reconnus à un moment donné. L'obligation de performance est de fournir chaque mois un service client utilisant la plateforme. Les paiements n'ont aucune composante de financement.

Les revenus et dépenses liés à la période de reporting sont inclus dans le compte de résultat, quelle que soit la date de réception ou de paiement.

Impôt sur les sociétés

L'impôt à payer pour l'année de déclaration comprend le paiement de l'impôt sur la base imposable annuelle, calculé sur la base du taux d'imposition en vigueur à la date de fin de la période de déclaration. Au cours de la période de référence, le montant de l'impôt inclus dans le compte de résultat est déterminé conformément aux exigences de la loi sur l'impôt sur les sociétés, en déterminant la base imposable et en appliquant le taux d'imposition de 20 % prévu par la loi.

Etant donné que le taux d'imposition de 20 % n'est appliqué qu'aux bénéfices distribués, les impôts différés actifs et passifs ne sont pas reconnus.

Des économies

Des provisions sont comptabilisées si la Société a des obligations actuelles (juridiques ou structurelles) qui ont été causées par un événement passé, et qu'il est probable que la Société sera obligée de remplir ces obligations, et que le montant de ces obligations peut être estimé de manière fiable.

Dettes à payer pour les vacances non utilisées

Le montant des charges à payer est déterminé en multipliant par un jour le salaire moyen de chaque salarié au cours des 6 derniers mois de l'année de déclaration par le nombre de jours de vacances non utilisés accumulés à la fin de l'année de déclaration.

Événements postérieurs à la date de clôture

Le rapport financier reflète de tels événements survenus après la clôture de l'exercice, qui fournissent des informations supplémentaires sur la situation financière de la Société à la date d'établissement du bilan (événements correctifs). Si les événements postérieurs à la clôture de l'exercice ne sont pas correctifs, ils ne sont reflétés dans les notes annexes que s'ils sont significatifs.

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

Passifs et actifs éventuels

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés dans ces états financiers. Ils ne sont comptabilisés au passif que lorsque la probabilité d'émission des fonds devient suffisamment raisonnable. Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés dans ces états financiers, mais sont reflétés uniquement lorsque la probabilité que les avantages économiques liés à la transaction parviennent à la Société est suffisamment justifiée.

Fonds propres et réserves

Les capitaux propres comprennent le capital social et les bénéfices non répartis.

Gestion des risques

Conformément à la Loi sur le marché des instruments financiers et conformément aux autres lois, réglementations et normes de conformité ainsi qu'aux politiques et procédures internes de la Société, la Société met en œuvre un système de gestion des risques unifié et efficace. Son objectif est d'assurer en temps opportun et régulièrement l'identification, la mesure et l'évaluation, la surveillance et le contrôle, le reporting, ainsi que la gestion des risques opérationnels de tous les risques individuels et risques interdépendants liés à l'activité de la Société, auxquels la Société est exposée ou pourrait être exposée.

La stratégie de gestion des risques définit un système de gestion des risques qui correspond au type d'activité de la Société, à son périmètre et aux risques inhérents à l'activité de la Société. Le système de gestion des risques est intégré au système de contrôle interne, conçu conformément à la stratégie et aux objectifs commerciaux à long terme de la Société.

Les risques ci-dessous sont classés comme risques importants qui reflètent adéquatement le profil de risque de la Société :

- Le risque de crédit;
- Risque pays ;
- Risque de liquidité;
- Risque opérationnel ;
- Risque de non-conformité opérationnelle ;
- Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et de la prolifération (LAB/CFT) et risque de sanctions ;
- Stratégie et risque commercial.

Le risque de crédit

Le risque de crédit est une catégorie de risques qui comprend d'éventuelles pertes de partenaires commerciaux et de débiteurs, qui peuvent survenir en cas de défaut inattendu ou de détérioration du crédit.

L'objectif de la gestion du risque de crédit est d'atteindre une rentabilité maximale, en tenant compte de son risque de crédit, conformément aux principes de base établis de la gestion des risques et en garantissant l'équilibre optimal entre le niveau de rentabilité prévu, le risque de crédit et la liquidité.

La Société gère le risque de crédit conformément aux exigences de la politique et des procédures de gestion des risques opérationnels importants de la Société, ainsi que de la politique et des procédures de gestion du risque de crédit. Les entreprises et leurs investisseurs les fonds sont conservés dans Citadele banka AS, qui s'est vu attribuer une notation de crédit Baa2 par l'agence internationale de notation de crédit Moody's, et dans BluOr Bank AS, qui n'a pas reçu de notation de crédit internationale.

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

Risque pays

Le risque pays est le risque que le partenaire de coopération ou le client de la Société, qui réside dans un autre pays, ne soit pas en mesure de remplir ses obligations envers la Société en raison de l'influence des conditions économiques, sociales et politiques du pays concerné. sur le résident de ce pays. Le risque pays désigne également le risque qu'en raison de circonstances politiques, économiques, réglementaires ou autres, les opérations de la Société soient affectées, voire menacées, dans des pays qui sont les pays de la Société. pays de résidence des partenaires de coopération/clients.

Le Conseil d'administration de la Société est responsable de la mise en œuvre et de l'amélioration de la politique nationale de gestion des risques, assure et contrôle le respect par la Société des exigences, définit la répartition des devoirs et des responsabilités dans le domaine de la gestion nationale des risques entre les unités structurelles et les salariés responsables, séparer les fonctions de contrôle des fonctions opérationnelles.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est géré par la Direction Financière de la Société. La gestion des liquidités garantit la disponibilité constante de fonds pour le règlement de tous types d'obligations à leur échéance.

La Direction Financière gère la liquidité au quotidien et à long terme sur la base de prévisions et de plans. La direction de l'entreprise surveille en permanence le compte bancaire, fait des estimations et maintient une réserve de fonds, nécessaire pour assurer une liquidité constante.

Les tableaux ci-dessous contiennent des informations sur la liquidité de la Société - la structure par échéance des actifs et des passifs.

Au 31 décembre 2023, EUR	Date d'échéance et retardé	Sur demande / Moins de 1 mois	Non 1 jusqu'à 3 heures mois	N ° 3 jusqu'à 6 heures mois	Numéro 6 mois jusqu'à 1 an	De 1 an à 5 ans	Sans remboursements date limite	Au total
Actifs financiers								
Réclamations contre les établissements de crédit	-	469 227	-	-	-	-	-	469 227
Comptes débiteurs	427 184	208 379	-	-	-	-	-	635 563
Revenu accumulé	-	300 925	-	-	-	-	-	300 925
Autres actifs	-	16 242	-	-	-	-	-	16 242
Activement ensemble	427 184	994 773	-	-	-	-	-	1 421 957
Obligations financières								
Autres passifs	23 156	257 502	6 452	9 827	20 169	31 298	-	348 404
y compris Dettes locatives	-	3 073	6 205	9 453	19 420	30 269	-	68 420
Total des dettes financières	23 156	257 502	6 452	9 827	20 169	31 298	-	348 404
Actifs financiers nets/ (obligations)	404 028	737 271	(6 452)	(9 827)	(20 169)	(31 298)		1 073 553

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

Risque de liquidité (suite)

Au 31 décembre 2022, EUR	Le délai est dépassé	Sur demande / Moins de 1 mois	Non 1 jusqu'à 3 heures mois	N ° 3 jusqu'à 6 heures mois	A partir de 6 mois jusqu'à 1 an	De 1 an à 5 ans pendant des années	Sans remboursements date limite	Au total
Actifs financiers								
Réclamations contre les établissements de crédit	-	828 209	-	-	-	-	-	828 209
Débiteur dette	256 385	5 731 10 000		-	-	-	-	272 116
Revenu accumulé	-	136 149	-	-	-	-	-	136 149
Autres actifs	-	9 441	-	-	-	-	-	9 441
Activement ensemble	256 385	979 530 10 000		-	-	-	- 1 245 915	
Financier obligations								
Autres passifs	19 400	114 152	2 095	396	816	1 459	-	138 318
y compris Dettes locatives	-	128	259	396	816	1 459	-	3 058
Total des dettes financières	19 400	114 152 2 095		396	816	1 459	-	138 318
Actifs financiers nets/ (obligations)	236 985	865 378 7 905 (396)			(816)	(1 459)	- 1 107 597	

La liquidité de la société à la fin de la période de reporting est stable. Le solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de la société à la fin de la période de reporting s'élève à 469.227 EUR (31.12.2022 – 828.209 EUR). Actifs à court terme 31.12.2023. (jusqu'à 1 an) s'élève à 1 451 510 EUR (31.12.2022 – 1 261 325 EUR) et dépasse les dettes à court terme d'EUR pour un montant de 1.033.091 (31.12.2022 – 1.084.806 EUR). Bien qu'à la fin de la période de reporting, les dettes à long terme sur 1 an dépassent la valeur des actifs à long terme de 31.298 EUR (31.12.2022 – 1.459 EUR), le solde de trésorerie de la Société est suffisant pour couvrir entièrement les dettes à long terme.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel est le risque que la Société subisse des pertes en raison d'un
les risques liés aux processus internes, aux erreurs du personnel ou aux transactions internes frauduleuses, au fonctionnement du système ou à l'influence de conditions externes. Le risque opérationnel inclut le risque juridique, mais exclut les risques découlant des décisions stratégiques, ainsi que le risque de réputation. La gestion des risques opérationnels est déterminée par la politique de gestion des risques opérationnels de la Société et d'autres documents internes contraignants.

Blanchiment d'argent, financement du terrorisme et de la prolifération (LAB/CFT) et gestion des risques liés aux sanctions

L'objectif stratégique de la Société dans le domaine du NILLTPF et de la gestion des risques de sanctions est d'assurer une bonne réputation et la stabilité des relations avec les clients et les partenaires de coopération, de prévenir l'implication de la Société dans le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et de la prolifération, ainsi que les violations des sanctions.

La société évalue et détermine régulièrement le niveau de risque acceptable dans le domaine du risque NILLTPF et des sanctions et veille à la réduction de ce niveau de risque en déterminant les mesures d'atténuation des risques à prendre et les propositions d'amélioration des opérations.

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

Blanchiment d'argent, financement du terrorisme et de la prolifération (LAB/CFT) et gestion des risques liés aux sanctions (suite)

Les tâches et responsabilités de la direction et des unités structurelles de l'entreprise en ce qui concerne la gestion des risques de NILLTPF et des sanctions, y compris les processus d'identification, d'évaluation et de contrôle des risques, les mesures d'atténuation des risques, les procédures de formation des employés, le reporting et la divulgation d'informations, ainsi que les principes de base du système de contrôle interne de NILLTPF et des sanctions ainsi que ses éléments et mesures de base sont définis dans le règlement intérieur de la Société. Les personnes responsables du contrôle des risques NILLTPF et des sanctions sont responsables des questions relatives aux risques NILLTPF et aux sanctions en général et veillent au respect des exigences des actes réglementaires.

Gestion des risques de conformité opérationnelle

Le risque de conformité opérationnelle est le risque que la Société subisse des pertes ou soit soumise à des obligations ou sanctions légales ou subisse des dommages à sa réputation si la Société ne se conforme pas ou enfreint les lois, réglementations et normes de conformité. Le risque de conformité opérationnelle comprend également le risque de réputation, qui est associé à la formation d'une opinion publique négative à l'égard de la Société, à la suite de laquelle la Société pourrait perdre des clients existants et la capacité d'acquérir de nouveaux clients.

La gestion des risques de conformité opérationnelle, y compris les principes de base des responsabilités des personnes responsables concernant le processus de gestion des risques de conformité opérationnelle, est déterminée par la politique et la procédure de gestion des risques de conformité opérationnelle de la Société.

Risque stratégique et commercial

Le risque stratégique et commercial est le risque de subir des pertes résultant d'erreurs commises par l'entreprise.
dans la prise de décisions déterminant l'activité stratégique et le développement (stratégique, gestion d'entreprise), c'est-à-dire si les dangers potentiels pour l'activité de la Société ne sont pas pris en compte ou sont incomplètement identifiés ; si des directions d'activité incorrectes ou insuffisamment justifiées sont déterminées, dans lesquelles la Société peut obtenir un avantage sur ses concurrents ; si les ressources nécessaires (y compris les ressources financières, matérielles-techniques, humaines) et les mesures organisationnelles qui devraient assurer la réalisation des objectifs stratégiques de l'activité de la Société font défaut ou ne sont pas en quantité suffisante.

Gestion du capital

La politique de suffisance du capital de la société a été élaborée et les exigences en matière de suffisance du capital ont été calculées. fondé sur le Règlement du Parlement européen et du Conseil (ci-après UE) 2019/2033 relatif aux exigences prudentielles applicables aux sociétés de bourse en investissement et qui modifie le Règlement UE n° 2033. 1093/2010, UE n°. 575/2013, UE no. 600/2014 et UE no. 806/2014.

Estimations et hypothèses

Lors de la préparation des états financiers, la direction de la Société fait des estimations et formule des hypothèses qui affectent le des passifs inclus dans les états financiers et les dépenses imprévues (au jour de la préparation, imprévus) montant des actifs et et les sommes des revenus et dépenses de la période de reporting indiquées dans les états financiers.
Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et hypothèses sont constamment révisées. Les changements d'estimations comptables sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ces estimations sont révisées, si les changements apportés affectent uniquement cette période, ou dans la période au cours de laquelle ces estimations sont révisées et dans les périodes ultérieures, si les changements affectent les périodes en cours et futures.

Actifs et passifs hors bilan

Les fonds des clients et les instruments financiers transférés à la Société pour la fourniture de services d'investissement sont séparés des fonds propres et des instruments financiers de la Société et répertoriés dans des comptes d'actifs spéciaux hors bilan.

Les principaux postes de l'actif hors bilan sont le solde des règlements mutuels des paiements effectués sur les comptes virtuels des clients auprès de l'émetteur, l'argent du client transféré à l'établissement de crédit en possession de la Société et titres de créance détenus pour le compte de clients (asset-backed Securities).

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

Actifs et passifs hors bilan (suite)

Les principaux postes des passifs hors bilan sont les dettes envers les clients de la Société pour les fonds des clients transférés en garde, incl. fonds non investis, paiements reçus par erreur, pour les soldes investis par les clients dans des instruments financiers. Les actifs et passifs hors bilan de la société sont évalués à la juste valeur, qui est égale à leur valeur comptable au moment où les actifs et passifs ont été encourus.

2) Revenus d'intérêts

EUR	2023	2022
Produits d'intérêts sur le solde des comptes des établissements de crédit	5 031	-
	5 031	-

3) Frais d'intérêts

EUR	2023	2022
Charges d'intérêts sur les obligations de location	3 842	1 461
Charges d'intérêts sur les dettes envers les établissements de crédit	-	5
	3 842	1 466

4) Revenus des commissions

EUR	2023	2022
Revenus de commissions pour les services de plateforme	2 300 556	1 783 203
	2 300 556	1 783 203

Les revenus des paiements de commissions sont générés par les commissions pour les services de collecte de fonds sur la twino.eu plateforme · Les frais de commission pour les services de plateforme sont reconnus au fil du temps à l'heure actuelle.

5) Frais de commission

EUR	2023	2022
Frais de service bancaire	36 775	57 847
	36 775	57 847

6) Résultat de la différence nette de change

EUR	2023	2022
Résultat net des fluctuations des taux de change	11 220	(7 479)
Pertes liées aux conversions de devises	(6 115)	(4 662)
	5 105	(12 141)

7) Autres produits d'exploitation

	2023	2022
Produits provenant des variations des obligations locatives dues aux modifications du contrat de location	229	1 232
	229	1 232

8) Autres dépenses de fonctionnement

EUR	2023	2022
Dépenses non liées à l'activité économique	16 182	2 833
Autres dépenses	143	42
	16 325	2 875

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

9) Frais administratifs

EUR	2023	2022
Charges de personnel (voir note n°10)	1 513 285	947 208
Frais de technologies de l'information	157 113	330 898
Frais de services professionnels Frais de	94 905	48 339
marketing et de publicité Dépenses de	86 548	36 103
taxe sur les intrants non déductibles	53 060	79 708
Remboursements de frais en vertu d'ententes de placement de titres		
Honoraires	50 401	17 885
et dépenses de paiements obligatoires		
(y compris les paiements à la Banque de Lettonie)	24 037	19 042
Frais de bureau	22 115	4 724
Autres dépenses	16 263	3 335
	2 017 727	1 487 242

10) Frais de personnel

EUR	2023	2022
Récompense pour le travail	999 119	592 282
Cotisations sociales	235 785	139 722
Frais d'assurance maladie	8 872	4 479
Dépenses de formation et de développement	3 321	1 000
Autres dépenses	42 438	404
	1 289 535	737 887

11) Charges d'amortissement et de dépréciation

EUR	2023	2022
Amortissement des droits d'utilisation	25 076	7 209
Amortissement des immobilisations	5 451	4 270
Amortissement des immobilisations incorporelles	5 213	4 519
	35 740	15 998

12) Diminution de valeur

EUR	2023	2022
Provisions pour pertes de crédit attendues - créances	186 697	21 469
Provisions pour pertes de crédit attendues - créances sur les établissements de crédit	-	1
	186 697	21 470

13) Provisions pour pertes de crédit attendues

EUR	31.12.2023	31.12.2022
Solde au début de la période	21 470	-
Provisions pour pertes de crédit attendues (voir note n°12)	186 697	21 470
Solde en fin de période	208 167	21 470

14) Impôt sur les sociétés

EUR	2023	2022
Impôt sur les sociétés sur les bénéfices distribués sous condition	16 516	6 908

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

16 516	6 908

15) Créances contre les établissements de crédit

	31.12.2023 GBP	31.12.2023 EUR	31.12.2022 GBP	31.12.2022 EUR
Espèces en comptes courants à la banque, EUR	-	469 156	-	828 105
Espèces en comptes courants à la banque, GBP	63	72	93	105
Épargne pour les fonds en comptes courants, EUR	-	(1)	-	(1)
	63	469 227	93	828 209

Tous les fonds sont conservés sur des comptes courants d'établissements de crédit enregistrés en République de Lettonie sans restrictions d'utilisation. Des informations sur les fonds des clients-investisseurs de la Société détenus dans les comptes de fonds clients distincts des établissements de crédit enregistrés en République de Lettonie sont fournies dans les notes 31 et 32.

16) Comptes clients

EUR	31.12.2023	31.12.2022
Règlements des frais de plateforme pour la collecte de fonds	843 729	293 585
Provisions pour pertes de crédit attendues	(208 166)	(21 469)
	635 563	272 116

17) Immobilisations, immobilisations incorporelles et droits d'utilisation

Valeur d'achat, EUR	Autres immobilisations incorporelles 1	Autres immobilisations	Biens au titre du droit d'utilisation2	Au total
31.12.2022	860 593	17 930	17 793	896 316
Acheté	-	25 868	91 579	117 447
Éteint	-	-	(17 793)	(17 793)
31.12.2023	860 593	43 798	91 579	995 970
Dépréciation accumulée				
31.12.2022	5 380	5 149	14 963	25 492
Calculé	5 213	5 451	25 076	35 740
Amortissements exclus	-	-	(15 091)	(15 091)
31.12.2023	10 593	10 600	24 948	46 141
Valeur nette de bilan au 31.12.2022	855 213	12 781	2 830	870 824
Valeur nette au bilan au 31.12.2023	850 000	33 198	66 631	949 829

1 L'actif incorporel composant la plateforme n'est pas amorti selon la méthode linéaire, mais la dévalorisation de l'actif est testée une fois par an. La valeur de l'immobilisation incorporelle est testée selon la méthode des flux de trésorerie actualisés.

17) Immobilisations, immobilisations incorporelles et droits d'utilisation (suite)

La société estime que la durée d'utilité de l'actif incorporel de la plateforme ne peut être déterminée, car les accords de coopération conclus avec les émetteurs de prêts sont conclus sans durée telle que

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

il n'existe également aucune indication ou autre circonstance connue qui pourrait déterminer la durée pendant laquelle ladite immobilisation incorporelle générera les revenus de la Société, elle n'est donc pas soumise à un amortissement annuel selon la méthode linéaire. Parmi les actifs incorporels de l'entreprise,twinorel l'actif incorporel de la plateforme est le seul actif ayant une durée d'utilité indéfinie.

2 L'actif au titre du droit d'utilisation est comptabilisé conformément aux exigences d'IFRS 16. Jusqu'en janvier 2023, il comprend la location de bureaux au 42, rue Dzirnavu, à Riga, mais à partir de février 2023, il comprend la location de bureaux et d'un parking au 30, rue Tērbatas, à Riga. Les locaux de bureaux de la rue Tērbatas sont loués auprès de FINNO AS dans le cadre d'un contrat de sous-location, avec l'hypothèse que les locaux seront loués jusqu'en septembre 2025.

18) Dépenses futures et revenus courus

EUR	31.12.2023	31.12.2022
Revenus à payer pour les commissions pour les services de plateforme	300 925	136 149
dépenses des périodes futures	29 553	12 580
	330 478	148 729

19) Autres actifs

EUR	31.12.2023	31.12.2022
Paiements anticipés pour les services	8 688	9 441
Autres débiteurs	7 554	-
	16 242	9 441

20) Impôts et cotisations sociales

Type de taxe, EUR	Solde au 31.12.2022	Estimé en 2023	Payé en 2023	Solde au 31.12.2023
Cotisations sociales	22 948	385 338	(357 182)	51 104
Impôt sur le revenu	13 195	216 880	(201 144)	28 931
Taxe sur la valeur ajoutée	251	24 695	(9 933)	15 013
Impôt sur les sociétés	277	16 525	(10 549)	6 253
Frais d'État pour les risques commerciaux	6	113	(107)	12
	36 677	643 551	(578 915)	101 313

21) Autres obligations

EUR	31.12.2023	31.12.2022
Comptes à payer pour vacances non utilisées Règlements	99 730	36 466
avec le personnel Dettes	80 932	36 229
locatives (voir note n°22)	68 419	3 059
Passifs accumulés pour les services reçus Dettes envers les	47 308	27 525
fournisseurs pour les services reçus Passifs pour les paiements	43 179	30 700
à la Banque de Lettonie Dettes envers les participants	8 176	4 299
à la plateforme	660	40
	348 404	138 318

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

22) Obligations de location

EUR	31.12.2023	31.12.2022
Solde au début de la période	3 059	22 951
Dettes locatives comptabilisées	91 579	1 746
Paiements de location	(23 288)	(6 729)
Réduction des obligations de location en raison de modifications de contrat	(2 930)	(14 909)
Intérêts calculés	3 842	1 461
Intérêts payés	(3 842)	(1 461)
Solde en fin de période	68 420	3 059

Les dettes locatives sont comptabilisées conformément aux exigences de la norme IFRS 16 et comprennent 1 contrat de location pour la location de bureaux. Au cours de la période sous revue, le contrat de location conclu en 2022 a été résilié et le nouveau contrat de location a été conclu en 2023, augmentant considérablement les obligations de location. Lors du calcul de la valeur des obligations locatives nées en 2022, il a été supposé que la durée du bail serait de 4 ans et que le taux d'actualisation appliqué serait de 8 %. Lors du calcul de la valeur des obligations locatives pour un contrat de location conclu en 2023, il a été supposé que la durée du bail serait de 2,7 ans (jusqu'en septembre 2025) et le taux d'actualisation appliqué est de 7,06 %.

23) Capital et réserves

Au 31 décembre 2023, le capital social nominatif et libéré de la Société est de 1 980 000 euros. Le capital est divisé en 1 980 000 actions nominatives, la valeur nominale d'une action est de 1 euro. Au 31 décembre 2022, le capital social nominatif et libéré de la Société est de 1 980 000 euros. le capital social s'élève à 1.980.000 euros.

La société a un actionnaire - Armands Broks. Aucune action ou partie propre n'a été rachetée au cours de la période sous revue.

24) Adéquation du capital

L'objectif de la Société est de maintenir une solide position de capital afin de maintenir la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché. Les exigences de fonds propres sont calculées sur la base du règlement du Parlement européen et du Conseil (ci-après UE) 2019/2033 relatif aux exigences prudentielles applicables aux sociétés de courtage en investissement et qui modifie le règlement UE n° 2019/2033. 1093/2010, UE n°. 575/2013, UE no. 600/2014 et UE no. 806/2014. Les exigences en matière de fonds propres sont contrôlées par la Banque de Lettonie.

EUR	31.12.2023	31.12.2022
Partage le capital	1 980 000	1 980 000
Défaites accumulées	(28 378)	(25 676)
Valeur des actifs incorporels, autres déductions du capital total	(850 000)	(855 213)
Le montant des fonds propres Tier 1	1 101 622	1 099 105

EUR	31.12.2023	31.12.2022
Exigence de frais généraux fixes	390 189	345 539
Exigence de capital minimum permanent	750 000	750 000
Exigence du facteur K	28 048	21 095
Exigences minimales de capital	750 000	750 000
Ratio d'adéquation du capital	147%	147%

Les exigences minimales de capital sont fixées à 56 % du capital de base de premier rang, à 75 % du capital supplémentaire de premier rang et à 100 % du capital total défini dans le règlement. Les capitaux propres de la société sont constitués uniquement d'instruments de capital de premier rang et à la fin de la période de référence, le ratio d'adéquation des fonds propres était de 147 %. Par rapport à la période de référence précédente, aucun changement significatif dans l'adéquation du capital ne peut être observé au cours de cette période de référence et le ratio de capital est resté au même niveau qu'au cours de la période de référence - 147 %. La société considère les indicateurs d'adéquation du capital comme stables.

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

25) Actifs et passifs par devise

Au 31 décembre 2023 Actif	EUR	GBP	USD	Au total
Créances contre les établissements	469 155	72	-	469 227
de crédit Créances	635 563	-	-	635 563
Produits cumulés Autres	300 925	-	-	300 925
actifs Total	16 242	-	-	16 242
actifs financiers	1 421 885	72	-	1 421 957
Obligations				
Autres passifs	348 169	-	235	348 404
Total des passifs financiers	348 169	-	235	348 404
Position nette en devises ouvertes	1 073 716	72	(235)	1 073 553

Au 31 décembre 2022 Actif	EUR	GBP	USD	Au total
Créances contre les établissements	828 104	105	-	828 209
de crédit Créances	272 116	-	-	272 116
Produits cumulés Autres	136 149	-	-	136 149
actifs Total	9 441	-	-	9 441
actifs financiers	1 245 810	105	-	1 245 915
Obligations				
Autres passifs	118 815	19 399	104	138 318
Total des passifs financiers	118 815	19 399	104	138 318
Position nette en devises ouvertes	1 126 995	(19 294)	(104)	1 107 597

26) Analyse de sensibilité aux devises

Un renforcement (affaiblissement) raisonnablement possible de l'euro par rapport à ces devises au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022 aurait affecté le résultat et les capitaux propres (le seul impact sur les capitaux propres est le résultat) pour les montants indiqués ci-dessous. Cette analyse suppose que toutes les autres variables restent constantes.

	2023		2022	
	Renforcement (7) (24)	Affaiblissement	Renforcement	Affaiblissement
GBP (changement de 10 %)		7	(1 929)	1 929
USD (changement de 10 %)		24	(dix)	dix

27) Effectif moyen

	2023	2022
Effectif moyen	25	18

Répartition moyenne du nombre de salariés par catégorie

	2023	2022
Membres du conseil d'administration	3	3
Les autres salariés	22	15
	25	18

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

28) Rémunération du commissaire aux comptes assermenté

EUR	2023	2022
Rémunération pour l'audit du rapport annuel	10 400	9 000
	10 400	9 000

29) Rémunération des membres du conseil et du conseil d'administration et transactions avec eux

EUR	2023	2022
Rémunération du travail (pour l'exercice d'autres fonctions)	182 146	136 608
Cotisations sociales	42 968	32 226
	225 114	168 834

30) Transactions avec des sociétés sous contrôle conjoint (parties liées) :

Chiffre d'affaires, EUR	2023	2022
Revenus de commissions pour les services de plateforme	2 094 601	1 719 636
Revenus des contrats d'intermédiation financière	29 463	45 000
Autre revenu	21 451	1 232
	2 147 538	1 765 868

Dépenses, EUR	2023	2022
Rémunération des membres du conseil d'administration	182 146	136 608
Cotisations sociales obligatoires de l'État pour les membres du conseil d'administration	42 968	32 226
Dépenses informatiques	53 444	51 250
Provisions pour pertes de crédit attendues	186 697	21 468
Remboursements de frais au titre d'accords de distribution de titres	50 401	17 885
Frais de services professionnels	12 062	16 760
Dépenses de taxe en amont non déductibles	12 678	15 164
Frais de marketing et de publicité	-	10 803
Charges d'intérêts sur obligations locatives, amortissement du droit d'utilisation	28 918	8 669
Frais de bureau	7 625	1 110
Dépenses personnelles	1 837	190
Autres dépenses	1 513	600
	580 289	312 733

Actifs, EUR	31.12.2023	31.12.2022
Comptes débiteurs	617 106	256 385
Charges reportées et produits à recevoir	281 890	144 662
	898 996	401 047

Passifs, EUR	31.12.2023	31.12.2022
Autres passifs, ycl.	EUR	EUR
Dettes locatives	68 420	3 058
Dettes envers les fournisseurs (y compris les charges à payer)	29 624	35 980
	98 044	39 038

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

31) Droits et obligations de créances hors bilan

EUR	31.12.2023	31.12.2022
Actifs hors bilan		
Titres de créance détenus pour le compte de la clientèle	24 898 616	14 041 958
Fonds d'investisseurs détenus par la société	2 527 802	2 689 149
Actions non cotées détenues pour le compte de clients	566 970	-
Règlements avec les émetteurs de prêts (groupe FINNO et sociétés sous contrôle conjoint) pour les financements à effet de levier et les fonds d'investisseurs	52 500	102 167
Autres actifs hors bilan	-	6 783
	28 045 888	16 840 057
Passifs hors bilan		
Règlements de titres de créance détenus pour le compte de clients	24 898 616	14 041 958
Règlements avec des investisseurs qualifiés pour l'activité d'investissement	2 167 355	2 238 961
Règlements pour les actions non cotées détenues pour le compte de clients	566 970	-
Règlements avec les émetteurs de prêts (groupe FINNO et sociétés sous contrôle conjoint) pour les financements à effet de levier et les fonds d'investisseurs	203 057	350 602
Règlements avec des investisseurs non qualifiés	202 337	208 536
Autres passifs hors bilan	7 553	-
	28 045 888	16 840 057

32) Répartition des droits et obligations hors bilan par devise

le 31 décembre 2023	EUR	GBP	Au total
Actifs hors bilan			
Titres de créance détenus pour le compte de la clientèle	24 898 616	-	24 898 616
Fonds d'investisseurs détenus par la société	2 509 928	17 874	2 527 802
Actions non cotées détenues pour le compte de clients	566 970	-	566 970
Règlements avec les émetteurs de prêts (groupe FINNO et sociétés sous contrôle conjoint) pour les financements à effet de levier et les fonds d'investisseurs	52 500	-	52 500
Autres actifs hors bilan Total actifs	-	-	-
hors bilan	28 028 014	17 874	28 045 888
Passifs hors bilan			
Règlements de titres de créance détenus pour le compte de clients	24 898 616	-	24 898 616
Règlements avec des investisseurs qualifiés pour l'activité d'investissement	2 080 598	86 757	2 167 355
Règlements pour les actions non cotées détenues pour le compte de clients	566 970	-	566 970
Règlements avec les émetteurs de prêts (groupe FINNO et sociétés sous contrôle conjoint) pour les financements à effet de levier et les fonds d'investisseurs	203 057	-	203 057
Règlements avec des investisseurs non qualifiés	160 742	41 595	202 337
Autres passifs hors bilan	7 553	-	7 553
Total des passifs financiers	27 917 536	128 352	28 045 888
Position nette en devises ouvertes	110 478	(110 478)	-

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

32) Répartition des droits et obligations hors bilan par monnaie (suite)

le 31 décembre 2022	EUR	GBP	Au total
Actifs hors bilan			
Titres de créance détenus pour le compte de la clientèle	14 041 958	-	14 041 958
Fonds d'investisseurs détenus par la société	2 666 706	22 443	2 689 149
Actions non cotées détenues pour le compte de clients	-	-	-
Règlements avec les émetteurs de prêts (groupe FINNO et sociétés sous contrôle conjoint) pour les financements à effet de levier et les fonds d'investisseurs	102 167	-	102 167
Autres actifs hors bilan	6 783	-	6 783
Total actifs hors bilan	16 817 614	22 443	16 840 057
Passifs hors bilan			
Règlements de titres de créance détenus pour le compte de clients	14 041 958	-	14 041 958
Règlements avec des investisseurs qualifiés pour l'activité d'investissement	2 156 676	82 285	2 238 961
Règlements pour les actions non cotées détenues pour le compte de clients	-	-	-
Règlements avec les émetteurs de prêts (groupe FINNO et sociétés sous contrôle conjoint) pour les financements à effet de levier et les fonds d'investisseurs	350 602	-	350 602
Règlements avec des investisseurs non qualifiés	182 695	25 841	208 536
Autres passifs hors bilan	-	-	-
Total des passifs financiers	16 731 931	108 126	16 840 057
Position nette en devises ouvertes	85 683	(85 683)	-

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

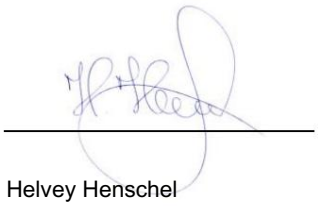
Machine Translated by Google

33) Événements postérieurs à la fin de l'année de référence

Après la fin de l'exercice financier, les sanctions imposées contre la Russie et la Biélorussie se poursuivront en raison des hostilités en Ukraine. Les changements dans la situation géopolitique ont entraîné des conséquences économiques négatives en Lettonie et dans le monde, qui se manifestent par la hausse et l'indisponibilité des prix des ressources énergétiques et des matières premières, l'augmentation de l'inflation et l'augmentation du prix des ressources financières, des changements dans les flux. de biens et de services. L'impact exact de l'incertitude de l'environnement économique sur l'activité économique de la Société en 2024 ne peut être prédit, mais la Société estime que les sanctions et restrictions en vigueur après la date du rapport financier et l'incertitude existante de l'environnement économique n'auront pas d'effet significatif. affecter directement ou indirectement l'activité de la Société. Cette hypothèse est basée sur les informations disponibles à la date de signature des états financiers, et l'impact d'événements futurs sur les opérations futures de la Société peut différer de l'évaluation de la Société.

Après la clôture de l'exercice, la Société continuera d'optimiser son portefeuille d'instruments financiers, en réduisant l'exposition au risque des instruments financiers dont les pays prêteurs présentent un plus grand risque stratégique à long terme et en augmentant la part d'exposition des instruments financiers où ce risque est plus proportionné.

En février 2024, la Société a changé son adresse légale et actuelle en Perses iela 2A, Riga, LV-1011.



Helvey Henschel
Président du Conseil

Olga Golubeva
Chef comptable

le 28 mars 2024

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

Neatkarīgu revidentu ziņojums

Le document est signé avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage

Machine Translated by Google

Tél : +371 25780900
www.bdo.lv

Rue Kalku 15-3B
Riga, LV-1050
Lettonie

Rapport des auditeurs indépendants

AS TWINO Actionnaire d'investissement

Notre opinion sur les comptes financiers

Nous avons procédé à un audit du rapport financier des pages 11 à 39 contenu dans le rapport annuel ci-joint de la société à responsabilité limitée AS TWINO Investments (Société). Le ci-joint
le rapport financier comprend :

• état de la situation financière au 31 décembre 2023 ;

• état du résultat net et autres revenus combinés pour l'exercice clos 2023.
le 31 décembre ;

• état de variation des capitaux propres de l'exercice clos le 31 décembre 2023,

• le tableau des flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 décembre 2023, ainsi que • l'annexe aux états

financiers, qui comprend des informations significatives sur les méthodes comptables et
d'autres informations explicatives.

À notre avis, le rapport financier ci-joint donne une image fidèle et claire de la situation financière d'AS TWINO Investments au 31 décembre 2023 ainsi que de ses résultats financiers et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, conformément aux normes comptables IFRS. Normes approuvées dans l'Union européenne (ci-après IFRS).

Motifs de l'avis

Conformément à la loi sur les services d'audit de la République de Lettonie (« Loi sur les services d'audit »), nous avons effectué l'audit conformément aux normes internationales d'audit reconnues en République de Lettonie (ci-après SRS). Nos responsabilités au titre de ces normes sont décrites plus en détail dans la section Responsabilité de l'auditeur pour l'audit des états financiers de notre rapport.

Nous sommes indépendants de la Société conformément aux exigences du Code international de déontologie des comptables professionnels (y compris les Normes internationales d'indépendance) élaborées par l'International Accounting Standards Board et aux exigences d'indépendance incluses dans la loi sur les services d'audit, qui sont applicables. à notre audit des états financiers en République de Lettonie. Nous nous sommes également conformés au Code international de déontologie des professionnels comptables.
(y compris la Norme internationale d'indépendance) et les autres principes d'éthique professionnelle et les exigences d'objectivité spécifiés dans la loi sur les services d'audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis constituent une base suffisante et appropriée pour fonder notre opinion.

Déclaration d'autres informations

La direction de la Société est responsable des autres informations. Les autres informations comprennent :

• les informations concernant la Société fournies en page 3 du rapport annuel ci-joint,

• le rapport de gestion présenté aux pages 5 à 8 du rapport annuel ci-joint.

• la déclaration de responsabilité de la direction fournie à la page 10 du rapport annuel ci-joint.

Notre opinion sur les états financiers ne s'applique pas aux autres informations contenues dans le rapport annuel et nous ne fournissons aucune assurance à leur sujet, sauf dans les cas indiqués dans la section Autres exigences en matière d'information de notre rapport conformément aux exigences de la législation. de la République de Lettonie.

Dans le cadre de l'audit des états financiers, il est de notre devoir de prendre connaissance d'autres informations et, ce faisant, d'évaluer si ces autres informations ne diffèrent pas de manière significative des informations des états financiers ou

La société à responsabilité limitée « BDO ASSURANCE » enregistrée en Lettonie est une société membre de BDO International Limited. BDO International Limited est une société britannique à responsabilité limitée par garantie.

Machine Translated by Google

d'après nos connaissances acquises au cours de l'audit et si elles sont exemptes d'autres anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux effectués et en tenant compte des informations obtenues lors de l'audit et de la compréhension de la Société et de son environnement opérationnel, nous concluons qu'il existe des incohérences significatives dans d'autres informations, il est de notre devoir de signaler ces circonstances. Aucune circonstance à signaler n'a été portée à notre attention.

Autres exigences de déclaration conformément aux exigences de la législation de la République de Lettonie

En outre, conformément à la loi sur les services d'audit, nous sommes tenus de donner une opinion sur la question de savoir si le rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences de l'acte réglementaire régissant son établissement, de la loi sur les rapports annuels et les rapports annuels consolidés.

Sur la base des seules vérifications mises en œuvre dans le cadre de notre audit, nous estimons :

- Les informations fournies dans le rapport de gestion de l'exercice pour lequel le rapport financier est établi correspondent au rapport financier, et
- Le rapport de gestion est établi conformément au rapport annuel et au rapport annuel consolidé. aux exigences de la loi.

Responsabilité des états financiers de la direction et des personnes chargées de la surveillance de la Société

La direction est responsable de la préparation d'états financiers donnant une image fidèle conformément aux normes comptables IFRS approuvées par l'Union européenne, ainsi que du maintien du système de contrôle interne qui, de l'avis de la direction, est nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, qu'elles proviennent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, la direction est tenue d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre ses activités, en fournissant, si nécessaire, des informations sur les circonstances liées à la capacité de la Société à poursuivre ses activités et à l'application du principe de continuité d'exploitation, à moins que la direction envisage de liquider la Société ou de mettre fin à ses activités, ou elle n'a pas d'autres alternatives réelles comme
Liquidation ou cessation de la société.

Les personnes chargées de la surveillance de la Société sont responsables de la supervision du processus de préparation du rapport financier de la Société.

Responsabilité de l'auditeur pour l'audit des états financiers Notre objectif

est d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent d'erreurs ou de fraudes, et d'émettre un rapport de l'auditeur exprimant une opinion. L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA détectera toujours une anomalie significative, le cas échéant. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme significatives si l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles influencent les décisions économiques que les utilisateurs prennent sur la base de ces états financiers.

Lorsque nous effectuons un audit conformément à la norme SRS, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus d'audit. Nous aussi:

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers puissent contenir des incohérences significatives causées par des fraudes ou des erreurs, nous élaborons et mettons en œuvre des procédures d'audit pour atténuer ces risques, et obtenons des éléments probants qui fournissent une justification suffisante et appropriée de notre opinion. Le risque de ne pas détecter des anomalies significatives dues à une fraude est plus élevé que le risque de ne pas détecter des anomalies dues à des erreurs, car la fraude peut impliquer une collusion, une falsification de documents, une omission délibérée de divulguer des informations, une fausse déclaration d'informations ou des violations des contrôles internes ;

Machine Translated by Google

- nous acquérons une compréhension du contrôle interne, essentielle à la réalisation d'un audit, afin d'élaborer des procédures d'audit adaptées aux circonstances spécifiques, mais non pour émettre une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société ;
- évaluer le caractère adéquat des méthodes comptables appliquées et des estimations comptables et la validité des informations présentées par la direction concernée ;
- tirer une conclusion sur le caractère adéquat du principe de continuité d'exploitation appliqué par la direction et, sur la base des éléments probants recueillis, sur l'existence d'une incertitude significative concernant des événements ou des circonstances susceptibles de jeter un doute significatif sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, le rapport des auditeurs attire l'attention sur les informations fournies dans les états financiers concernant ces circonstances ou, si aucune information de ce type n'est fournie, nous émettons une opinion modifiée. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date du rapport des auditeurs. Toutefois, en raison d'événements ou de circonstances futurs, la Société pourrait cesser ses activités ;
- évaluer la structure globale et le contenu du rapport financier, y compris les informations divulguées et les explications dans les notes, et si le rapport financier reflète fidèlement les transactions et les événements sous-jacents au rapport.

Nous communiquons avec les personnes chargées de la surveillance de la Société et, entre autres, fournissons des informations sur l'étendue et le calendrier prévus de l'audit, ainsi que sur les observations d'audit importantes, y compris les déficiences importantes du contrôle interne que nous identifions au cours de l'audit.

SIA « BDO ASSURANCE »
Rue Kalku 15-3B, Riga, LV1050
Numéro de licence 182

Raivis Jānis Jaunkalns
Auditeur certifié
Numéro de certificat 237
Membre du Conseil

Riga, Lettonie
le 28 mars 2024

Ce document est signé électroniquement avec une signature électronique sécurisée et contient un horodatage